

# « Washington doit encore tester son leadership politique »

■ Directeur de recherches au CNRS, professeur à l'Institut d'études politiques, Ghassan Salamé, est un spécialiste reconnu du Moyen-Orient.

« La Tribune ». — Après la diplomatie, la guerre. Et après ?

Ghassan Salamé. — Nous sommes déjà entrés dans une deuxième phase de la guerre, qui constitue un nouvel ultimatum à l'Irak : cela revient à lui dire, maintenant qu'est démontrée la suprématie aérienne des Etats-Unis : « Voulez-vous ou non une deuxième bataille, terrestre cette fois ? » Mais le calcul de Saddam Hussein pourrait être d'attirer les forces américaines et alliées dans l'enfer du Koweït. Il joue sur la possibilité d'ébranler la coalition.

Malgré toutes ses menaces, comment expliquer que l'Irak n'ait rien tenté contre Israël ?

Les missiles irakiens stationnés à la frontière occidentale, et qui étaient braqués sur Israël, ont apparemment été frappés en premier. S'y ajoute un calcul politique de l'Irak : s'il veut jouer sur un affaiblissement de la volonté occidentale, il ne doit pas ajouter à la puissance aérienne de la coalition, celle des Israéliens.

Saddam Hussein avait donné l'impression de miser sur un ralliement des masses arabes, provoqué par une riposte israélienne ?

Je n'y ai pas beaucoup cru. Il faut distinguer entre les objectifs tactiques et stratégiques. Si l'objectif stratégique était de garder le Koweït sans faire la guerre, ce qui semblait être l'objectif irakien jusqu'au dernier moment, il aurait brouillé les cartes. Et sur le plan tactique, si Saddam Hussein a le choix entre entraîner Israël dans le conflit et neutraliser 50.000 Syriens et Egyptiens assez mal armés, il préférera une neutralisation indirecte d'Israël, dont la puissance militaire est plus importante.

Israël a répété hier qu'il entendait rester à l'écart du conflit. Pourquoi ?

Les Israéliens ont vu la détermination américaine à l'œuvre, et que leur intervention n'ajouterait pas grand-chose aux mille sorties aériennes par jour de l'aviation alliée, de surcroît plus proche de l'Irak.

Peut-on d'ores et déjà discerner ce que sera l'après-conflit ?

Les Etats-Unis ont pris une option sur l'avenir. L'influence politique après la crise sera proportionnelle au rôle joué sur le terrain. Les Etats-Unis sont en train de faire, dans ce coin du monde, la première véritable illustration de leur victoire dans la guerre froide. Ils ont montré leur capacité de projeter leur leadership dans le reste du monde, aux dépens de l'URSS, des alliés européens et des acteurs régionaux. La guerre froide est terminée, elle qui a vu l'âge d'or des Saddam Hussein, Assad et d'Israël. Ceux-ci en avaient profité pour établir leur autonomie d'action, tout en s'avérant très utiles aux deux superpuissances. L'une de ces dernières est neutralisée, l'autre n'a plus besoin de supports locaux ; d'où une perte d'influence nette de tous les acteurs régionaux réunis, qu'ils soient arabes ou israéliens.

N'est-ce pas ce qui conduit la France à vouloir limiter son rôle militaire à la reconquête du Koweït ?

Je suis très sensible à la position de la France, car cette position est habitée par l'après-crise. Les Etats-Unis ne veulent pas de lien entre le retrait du Koweït et une conférence sur le Proche-Orient. La France, pour éviter la guerre, a tenté de faire un lien.

Les Etats-Unis ne sont pas moins conscients qu'elle de la nécessité d'une conférence : mais seulement après que la leçon, le châtement, ait été donnée au plus grand des prédateurs régionaux. La divergence n'est pas de fond : elle est sur le timing. Les Etats-Unis sont conscients, avec l'effondrement de l'URSS, qu'ils peuvent se permettre une telle conférence qui n'atteindrait en rien leur influence dans la région, qu'ils domineront. Ils ont compris que l'URSS ne pourra prétendre à aucune égalité avec eux au Moyen-Orient.

Est-ce que la fracture ne sera pas déjà consommée entre les peuples arabes de la région et leurs dirigeants ?

Il y a une possibilité réelle de fracture. Mais si les Américains prenaient l'initiative, même pas d'une conférence internationale, mais d'un processus de paix sur les autres conflits, assez vite après que les canons se soient tus au Koweït, ils peuvent prendre de vitesse les forces extrémistes. Ils

peuvent le faire s'il y a un espoir d'application du droit international à d'autres parties de la région. Une partie du ressentiment populaire sera désamorcée. Les Etats-Unis ont montré la qualité de leur organisation militaire et leur capacité à utiliser l'ONU. Mais leur leadership politique n'a pas encore été vraiment testé.

*« Je peux vous dire que l'idée d'un fonds régional de développement a été discutée avec la CEE, fonds qui devrait être mis en place après la crise »*

**Il ne s'agit pas seulement de garanties de sécurité internationale, mais aussi de soutien économique ?**

Ce soutien est incontournable. Après la crise du Koweït, une des leçons que les populations de la région retiendront est que les Etats-Unis seront responsables de la passivité ou du dynamisme des gouvernements locaux en la matière. Les Américains ont pris un tel gage sur la sécurité des pays pétroliers, qu'on attend d'eux qu'ils pèsent de tout leur poids sur ces régimes pour qu'ils fassent deux choses : premièrement, un début d'ouverture démocratique – c'est déjà présent dans les discussions aux Etats-Unis – ; deuxièmement, et c'est le plus important, qu'ils réagissent aux besoins de leurs voisins peuplés et démunis.

Des problèmes fondamentaux demeurent. L'un d'entre eux a été résolu : la surcapacité militaire de l'Irak. Mais qui a dit que c'était le seul pays sur-armé de la région ? Il y a des armes nucléaires en Israël et six pays au moins disposent d'un potentiel chimique.

Je peux vous dire que l'idée d'un fonds régional de développement a été discutée avec la CEE, fonds qui devrait être mis en place après la crise. Mais cela suppose deux conditions importantes : premièrement, que les alliés occidentaux maintiennent la pression sur les pays pétroliers ; deuxièmement, qu'ils pèsent de tout leur poids pour que ce fonds ne soit pas utilisé pour récompenser les « bons Arabes » et punir les autres.

**Une défaite de Saddam Hussein, qui se présente comme un défenseur de l'islam, ne va-t-elle pas exacerber les oppositions avec les pays occidentaux ?**

Saddam Hussein utilise le vocabulaire religieux. Mais l'Irak est un pays traditionnellement séculaire : la laïcité est le seul moyen de maintenir la cohésion de cette société très hétérogène.

D'autre part, je ne crois pas que nous soyons à la veille d'un rebondissement religieux global. Les forces islamiques ont été fortement affectées et sont très divisées par la crise actuelle, certains s'étant rangés qui du côté irakien, qui du côté saoudien.

Propos recueillis par  
DANIELE GERVAIS  
et PASCAL AUBERT